



Étude de cas factice AD Profil généraliste



Informations aux participants

© Union européenne, 2013

Tous droits réservés. Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche, photocopiée ou transmise par quelque moyen électronique ou mécanique que ce soit, sans l'autorisation préalable de l'EPSO, avenue de Cortenbergh 25, B-1049 Bruxelles.

Seules les personnes formées et autorisées par l'EPSO sont habilitées à assurer la gestion et l'interprétation du présent exercice, et ce exclusivement dans les conditions fixées par l'EPSO.

EPSO_FR_FR MOCK_CS_EX_130913_100.15

VOTRE MISSION

REMARQUE IMPORTANTE :

Vous avez entre les mains un scénario fictif élaboré aux seules fins du présent exercice. Toutes les références à des États, organisations internationales, sociétés privées, services, etc. existants ou à leurs représentants doivent être considérées comme de simples exemples. De même, les opinions exprimées dans ce document ne sauraient refléter la position d'aucune de ces entités ou personnes. En conséquence, il est recommandé aux participants de répondre aux questions sur la seule base des informations présentées dans l'exercice et de ne pas se fonder sur une éventuelle expertise antérieure dans le domaine.

Pour cet exercice, vous assumerez le rôle d'administrateur à la Direction générale de l'emploi. Toute la documentation dont vous avez besoin se trouve dans ce fascicule. Vous y trouverez un certain nombre de courriers électroniques, d'extraits de presse et d'autres documents que vous devrez analyser et assimiler afin de réaliser correctement l'exercice qui vous est donné. C'est votre premier jour dans votre nouvel emploi.

Il est important que vous acceptiez la situation simulée telle qu'elle vous est présentée. Alors que dans une situation réelle, vous pourriez accéder à d'autres sources d'information et consulter vos collègues, vous êtes cantonné, dans cet exercice, aux informations contenues dans les documents dont vous disposez. Il vous est néanmoins permis d'émettre des hypothèses logiques lorsque des informations sont manquantes ou incomplètes.

Vous êtes libre de réorganiser les informations dans l'ordre qui vous convient et de les annoter ou de prendre des notes selon vos besoins. Gardez toutefois à l'esprit que les évaluateurs ne prendront en considération que ce que vous aurez fait figurer sur le papier ligné qui vous a été distribué. Assurez-vous donc d'exposer les raisonnements qui sous-tendent vos idées et de consigner sur ce papier ligné toutes les informations sur lesquelles vous tenez à être évalué.

L'étude de cas a pour but d'évaluer les compétences suivantes: analyse et résolution de problèmes, communication (capacités rédactionnelles), qualité et résultats, et hiérarchisation des priorités et organisation.

Votre tâche spécifique consistera à :

Préparer une note d'information pour votre chef d'unité dans laquelle :

- **vous examinerez les principales questions relatives au chômage en Transylvanie ;**
- **vous décrierez les initiatives européennes qui pourraient s'appliquer dans ce cas et expliquerez pourquoi ;**
- **vous formulerez une recommandation concrète sur les actions européennes à entreprendre en ce qui concerne Mattyl, une entreprise régionale.**

Vous disposez au total de 90 minutes pour effectuer la présente étude de cas. Veillez à accorder le plus grand soin à la précision et à la clarté de vos réponses.

Veillez tenir compte des données suivantes:

Nous sommes aujourd'hui le lundi 9 janvier 201X

L'année dernière, nous étions en 201X-1; l'année prochaine, nous serons en 201X+1.

ABRÉVIATIONS UTILISÉES

Cedefop	Centre européen pour le développement de la formation professionnelle
CU	Chef d'unité
DG	Direction générale
EFP	Entrepreneurs for Progress (Entrepreneurs pour le progrès)
EM	État membre
FEAS	Fonds européen pour l'aide structurelle
FESG	Fonds européen de soutien global
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
UE	Union européenne

**COURRIER ÉLECTRONIQUE**

De: Ramon Miscotas, CU Stratégie pour la protection sociale et l'inclusion sociale,
DG Emploi
À: <Votre nom>
Cc:
Date: 09/01/201X
Objet: Bienvenue

<Votre nom>

Bienvenue à la Direction générale de l'emploi. Je vous ai déjà préparé quelques tâches afin que vous puissiez commencer immédiatement.

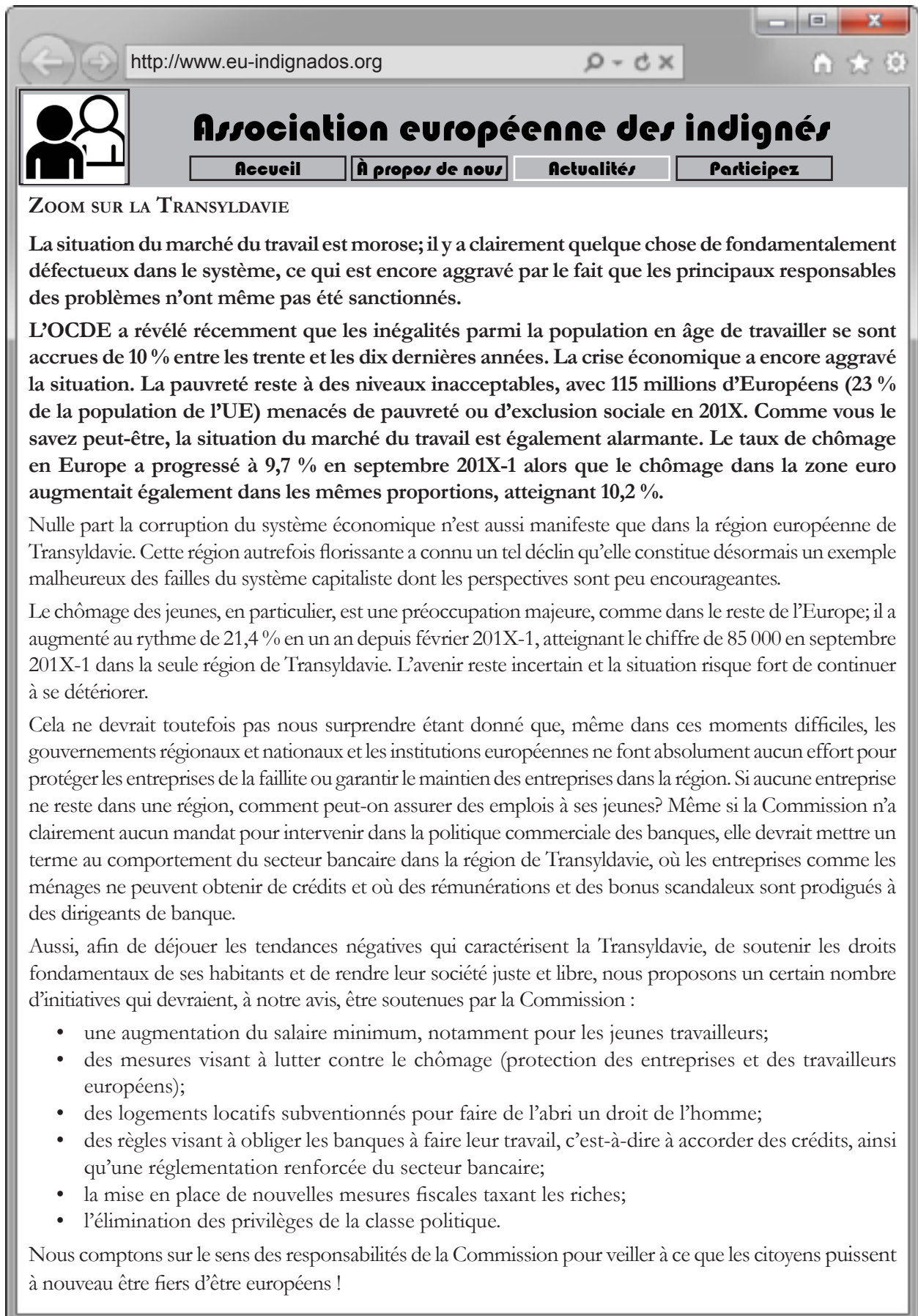
Le gouvernement régional de Transylvanie a adressé, par courrier, une demande d'aide à la Commission concernant la grande entreprise nationale Mattyl, l'un des plus importants employeurs de la région. L'entreprise rencontre des difficultés et est au bord de la faillite.

Étant donné que nous avons effectué des études sur cette région par le passé, les services de la Commission nous ont demandé de les aider à formuler une réponse. Avant toute chose, il est néanmoins important que nous leur permettions de mieux cerner les principales questions liées au chômage en Transylvanie d'un point de vue objectif. J'aimerais ensuite que vous répertoriez les initiatives européennes qui pourraient répondre aux problèmes spécifiques de la région. Troisièmement, je voudrais que vous rédigiez une recommandation concrète sur les actions européennes qui pourraient être entreprises pour aider Mattyl, l'un des plus importants employeurs de Transylvanie.

J'ai demandé à mon assistant de rassembler toutes les informations qui pourraient vous être utiles.

Cordialement,

Ramon



http://www.eu-indignados.org

Association européenne des indignés

Accueil À propos de nous Actualités Participez

ZOOM SUR LA TRANSYLDAVIE

La situation du marché du travail est morose; il y a clairement quelque chose de fondamentalement défectueux dans le système, ce qui est encore aggravé par le fait que les principaux responsables des problèmes n'ont même pas été sanctionnés.

L'OCDE a révélé récemment que les inégalités parmi la population en âge de travailler se sont accrues de 10 % entre les trente et les dix dernières années. La crise économique a encore aggravé la situation. La pauvreté reste à des niveaux inacceptables, avec 115 millions d'Européens (23 % de la population de l'UE) menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale en 201X. Comme vous le savez peut-être, la situation du marché du travail est également alarmante. Le taux de chômage en Europe a progressé à 9,7 % en septembre 201X-1 alors que le chômage dans la zone euro augmentait également dans les mêmes proportions, atteignant 10,2 %.

Nulle part la corruption du système économique n'est aussi manifeste que dans la région européenne de Transylvavie. Cette région autrefois florissante a connu un tel déclin qu'elle constitue désormais un exemple malheureux des failles du système capitaliste dont les perspectives sont peu encourageantes.

Le chômage des jeunes, en particulier, est une préoccupation majeure, comme dans le reste de l'Europe; il a augmenté au rythme de 21,4 % en un an depuis février 201X-1, atteignant le chiffre de 85 000 en septembre 201X-1 dans la seule région de Transylvavie. L'avenir reste incertain et la situation risque fort de continuer à se détériorer.

Cela ne devrait toutefois pas nous surprendre étant donné que, même dans ces moments difficiles, les gouvernements régionaux et nationaux et les institutions européennes ne font absolument aucun effort pour protéger les entreprises de la faillite ou garantir le maintien des entreprises dans la région. Si aucune entreprise ne reste dans une région, comment peut-on assurer des emplois à ses jeunes? Même si la Commission n'a clairement aucun mandat pour intervenir dans la politique commerciale des banques, elle devrait mettre un terme au comportement du secteur bancaire dans la région de Transylvavie, où les entreprises comme les ménages ne peuvent obtenir de crédits et où des rémunérations et des bonus scandaleux sont prodigués à des dirigeants de banque.

Aussi, afin de déjouer les tendances négatives qui caractérisent la Transylvavie, de soutenir les droits fondamentaux de ses habitants et de rendre leur société juste et libre, nous proposons un certain nombre d'initiatives qui devraient, à notre avis, être soutenues par la Commission :

- une augmentation du salaire minimum, notamment pour les jeunes travailleurs;
- des mesures visant à lutter contre le chômage (protection des entreprises et des travailleurs européens);
- des logements locatifs subventionnés pour faire de l'abri un droit de l'homme;
- des règles visant à obliger les banques à faire leur travail, c'est-à-dire à accorder des crédits, ainsi qu'une réglementation renforcée du secteur bancaire;
- la mise en place de nouvelles mesures fiscales taxant les riches;
- l'élimination des privilèges de la classe politique.

Nous comptons sur le sens des responsabilités de la Commission pour veiller à ce que les citoyens puissent à nouveau être fiers d'être européens !



COMPTE RENDU DE RÉUNION

GROUPE DE TRAVAIL SUR LES QUESTIONS DE MARCHÉ DU TRAVAIL

Date et heure:	15/12/201X-1 – 10h00–12h00
Participants:	<TOUS les membres du groupe de travail>
Sujets:	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité contre flexibilité - Recherches sur la Transylvanie - Mobilité des travailleurs

SUJETS :

Sécurité contre flexibilité

Christopher a présenté un résumé du concept de flexisécurité tel que mis en exergue dans la «stratégie de l'emploi et des compétences» de la Commission. Il procédera à une analyse approfondie des effets de cette stratégie à ce jour et présentera des recommandations lors d'une prochaine réunion.

La flexisécurité est une stratégie intégrée qui tente de concilier les besoins de main d'œuvre flexible des employeurs et le besoin de sécurité des travailleurs. En pratique, il s'agit d'un ensemble de quatre principes communs qui devrait aider les EM à mettre en œuvre cette stratégie: 1) des modalités contractuelles flexibles et fiables; 2) des stratégies globales d'apprentissage tout au long de la vie; 3) des politiques d'intervention sur le marché du travail efficaces; et 4) des systèmes de sécurité sociale modernes.

Recherches sur la Transylvanie

Les dernières analyses effectuées par la Commission européenne révèlent que la Transylvanie, comme d'autres régions de l'UE, devra faire l'objet d'un suivi attentif en raison de la faiblesse de l'économie de la région. Dans un souci d'anticipation, le groupe de travail procédera à une nouvelle analyse des résultats des recherches qu'il a entreprises en 201X-5 pour répondre à une éventuelle nouvelle demande.

Violeta dirigera ce travail, étant donné qu'elle était chercheur principal de cette étude. Elle a indiqué que l'un des principaux sujets de l'étude précédente était le fait que le gouvernement régional avait décidé d'utiliser massivement des contrats temporaires à la suite du repli économique qui touchait la région. L'analyse réalisée par la suite a montré que cette décision avait eu un effet positif sur l'économie de la région l'année suivant l'instauration de cette stratégie.

Mobilité des travailleurs

Ramon a évoqué un nouveau sujet de recherche portant sur les effets de la mobilité des travailleurs sur le chômage local et, notamment, sur les risques d'une fuite des cerveaux; il a demandé s'il y avait des volontaires pour commencer à travailler sur ce sujet.

Publié le: 16.11.201X-1

L'EUROPE AUJOURD'HUI

EN AVANCE SUR L'INFORMATION

La relation compliquée de l'Europe avec les marchés du travail

Les événements des dernières années mettent clairement en lumière la nécessité d'une approche plus intégrée à l'égard des marchés du travail. Une crise économique et financière qui s'est convertie en crise de la dette et des plans de relance d'envergure ont été suivis d'une vague de mesures d'austérité prises par la plupart des gouvernements des États membres. Nous pourrions nous demander quel devrait être le rôle de l'Europe, étant donné que des politiques efficaces et bien ciblées dans les États membres sont certes devenues plus cruciales que jamais avec les conséquences sociales de la crise économique, mais que la politique de l'emploi ne relève pas de la Commission mais bien plutôt des EM.

Dans ce contexte, le Fonds européen pour l'aide structurelle (FEAS) peut servir d'exemple. Alors que le Fonds en lui-même est géré par l'UE, les projets qu'il finance peuvent être variés. Parmi les projets lancés cette année, citons «Prosperité dans la rue», un projet qui a développé un réseau de travailleurs sociaux pour la jeunesse à Paris, et «Montée au sommet», un programme international pour les jeunes diplômés au Portugal. Les projets pris en compte par le FEAS ne sont pas directement financés par Bruxelles; des projets spécifiques sont gérés par des organisations participantes (ou «initiateurs»). Un initiateur conçoit un projet, demande un financement et, si celui-ci est accordé, met en œuvre le projet. Les initiateurs de projets FEAS sont très divers: administrations publiques, ONG, partenaires sociaux et entreprises jouant un rôle actif en matière d'emploi et d'inclusion sociale. Il faut compter trois mois maximum à partir de la demande pour que le financement soit accordé.

Quoi qu'il en soit, il semblerait qu'un chapitre de plus dans l'histoire des mesures visant à répondre aux problèmes du marché du travail, particulièrement en temps de crise, va s'ouvrir dans l'année à venir.

TRANSYLDAVIE: UNE ILLUSTRATION DE L'EUROPE DANS SON ENSEMBLE ?

La région de Transylvanie devrait devenir sujet d'inquiétude pour les dirigeants européens. Notre correspondant a rencontré Fabian Moulieras, universitaire qui vit dans la région depuis presque 10 ans, pour essayer d'apporter quelques éclaircissements sur les événements récents.

Q: Pouvez-vous nous expliquer l'augmentation récente de plaintes concernant des troubles provoqués par des jeunes?

A: *Oui, certainement. Bien que le problème existe depuis des années, la situation s'est rapidement détériorée ces derniers mois. Ces jeunes sont sans emploi, ils s'ennuient et ont le sentiment de n'avoir rien à perdre. Si l'on examine la question d'un point de vue plus large, il me semble que l'inadéquation structurelle entre les programmes éducatifs et les besoins de l'industrie est au cœur du problème. Ce manque de compétences peut confiner les gens dans un cercle vicieux de chômage perpétuel; c'est le sort réservé à la plupart de ces jeunes.*

Q: C'est en Transylvanie que la part de travailleurs âgés dans la main-d'œuvre en Europe est l'une des plus élevées, et on y trouve par ailleurs le plus fort taux de chômage des seniors. Le manque de compétences appropriées joue-t-il également un rôle ici?

A: *Effectivement, le chômage des seniors est un problème. Les compétences sont en effet au cœur du problème; toutefois, la cause véritable du problème ne réside pas tant dans le fait de ne pas avoir reçu l'éducation appropriée, mais plutôt dans le fait que de nombreux travailleurs âgés ont subi l'introduction du travail à temps partiel, les entreprises remplaçant les anciens travailleurs par une main-d'œuvre plus jeune et moins onéreuse. En outre, les travailleurs âgés ont des difficultés à s'adapter aux évolutions rapides des ensembles de compétences requises au travail.*

P.A.K. Patterson

L'Europe Aujourd'hui du 16.11.201X-1
© 201X-1 avertissement Copyright



DG
EMPLOI

COURRIER ÉLECTRONIQUE

De: Violeta Doremi, Assistante , Unité Stratégie pour la protection sociale et l'inclusion sociale, DG Emploi
À: Ramon Miscotas, CU Stratégie pour la protection sociale et l'inclusion sociale, DG Emploi
Cc:
Date: 28/12/201X-1
Objet: Programme 201X du groupe de travail

Ramon,

J'ai quelques suggestions supplémentaires concernant les sujets à inscrire à l'ordre du jour du groupe de travail sur les questions de marché du travail pour l'année prochaine.

Premièrement, les marchés européens du travail sortiront de la crise transformés. Travailleurs et entreprises doivent disposer des moyens nécessaires pour réussir à s'adapter à ces nouvelles réalités, à savoir les moyens de préserver des emplois sûrs, de développer les compétences à tous les niveaux, de redonner un travail aux personnes sans emploi et de rassembler les conditions propices à la création d'emplois. La Commission met actuellement en place le Fonds européen de soutien global (FESG) dont l'objet est d'aider les travailleurs ayant perdu leur emploi en raison de modifications de la structure des échanges mondiaux. Le FESG peut aider les travailleurs victimes d'un licenciement économique à retrouver un emploi aussi rapidement que possible lorsqu'une grande entreprise ferme ses portes, qu'une usine est délocalisée dans un pays extérieur à l'UE ou qu'un secteur supprime de nombreux emplois dans une région en particulier. Pour financer ses interventions, le FESG dispose d'un budget annuel de 4 milliards d'EUR maximum.

Ensuite, nous devrions étudier davantage le programme européen d'apprentissage qui permet aux personnes, à tous les stades de leur vie, de prendre part à des expériences d'apprentissage stimulantes. Ce programme offre de nombreuses possibilités; il comprend en effet des sous-programmes, étalés sur plusieurs années, pour différents niveaux d'éducation et de formation (programmes d'échanges d'un an, stages de longue durée et master classes dans le cadre d'un programme d'un ou de deux ans).

Cordialement,

Violeta



Septembre 201X-1

SEMINAIRES EFP – QUE PEUT NOUS APPORTER L'EUROPE

L'Europe met à notre disposition des moyens et des mécanismes intéressants qui ne sont pas, semble-t-il, toujours bien connus. Par conséquent, le prochain séminaire expliquera de façon plus détaillée l'une des initiatives les plus intéressantes, le Fonds européen pour l'aide structurelle.

Le FEAS est l'un des fonds structurels de l'UE mis en place pour réduire les écarts de prospérité et de niveaux de vie entre les États membres et les régions de l'UE. Le FEAS est destiné à promouvoir l'emploi dans l'UE et son financement est réparti entre les EM et les régions, en se concentrant notamment sur les régions et les pays dont le développement économique est le moins avancé.

Voici un bref aperçu de deux des sujets qui seront développés lors du prochain séminaire:

- L'UE a établi des normes européennes aux fins de l'harmonisation technique des exigences applicables aux produits au sein du marché unique, ainsi qu'une réglementation en matière de protection du consommateur (DG Santé et Consommateurs) [Cliquer ici pour plus d'informations.](#)
- La lutte contre les ententes et la prévention des abus de position dominante constituent les deux priorités de la politique antitrust de l'UE. [Cliquer ici pour plus d'informations.](#)

Afin d'en savoir plus sur ce que l'Europe peut vous apporter, à vous et à votre entreprise, inscrivez-vous dès maintenant au prochain séminaire et aux suivants sur ce lien: www.entrepreneurs-progressistes.eu/seminaires.

Syndicats européens**COURRIER ÉLECTRONIQUE**

De: Guy Mamaison, European Trade Unions
À: Ramon Miscotas, CU Stratégie pour la protection sociale et l'inclusion sociale,
DG Emploi
Cc:
Date: 03/01/201X
Objet: initiative pour les entreprises

Monsieur,

Je vous écris en tant que représentant syndical des travailleurs de Mattyl, en Transylvanie. L'entreprise serait au bord de la faillite, et la direction menace de déménager quelques-unes des principales chaînes de fabrication à l'étranger pour réduire les coûts.

Les salariés de l'entreprise ont déjà essuyé de nombreux revers ces dernières années, cette fois-ci ce serait la goutte d'eau qui ferait déborder le vase. On leur en a déjà demandé trop, et ils ressentent un besoin urgent de sécurité. C'est pourquoi je compte solliciter l'aide de l'Europe. Nous suggérons que l'entreprise introduise une demande de financement FEAS et utilise ensuite les fonds octroyés pour maintenir les chaînes de production en Transylvanie.

Je remarque que votre nom figure dans la liste des intervenants à la conférence du mois prochain sur le chômage qui se déroulera à Strasbourg. Je souhaiterais vous rencontrer pour discuter de cette proposition et d'autres possibilités, et notamment des nombreuses initiatives soutenues par la DG Entreprises et industrie et par la DG Marché intérieur. J'ai appris que l'UE prépare une initiative destinée aux PME et aux plus grandes entreprises afin d'harmoniser la réglementation en matière de droit des sociétés, de droit contractuel, de comptabilité et de passation de marchés. J'aimerais en savoir plus car il s'agit d'un sujet pouvant présenter un grand intérêt non seulement pour Mattyl, mais également pour d'autres entreprises que je représente.

Cordialement,

Guy Mamaison



Transylvanie
Matin

FORUM DE DISCUSSION

Version imprimable

La semaine dernière, le délégué libéral Cristoforo Delluci a plaidé, au Parlement national, en faveur d'une réduction, voire d'un démantèlement du salaire minimum afin de conférer à nos entreprises un avantage économique, en leur permettant de mieux s'adapter et se préparer aux situations de crise économique et financière.

Mes amis et moi venons de terminer nos études universitaires, certains munis d'un doctorat. Mais pourquoi chercherions-nous du travail ici? Pour travailler dur et gagner peu, sans aucune perspective d'avenir? Cette nouvelle proposition de M. Delluci illustre encore une fois le cercle vicieux dans lequel nous nous trouvons.

Envoyé par Ana Karenski le 06/01/201X à 16h01

Je suis président d'une association d'entreprises locale en Transylvanie et je voudrais juste ajouter que beaucoup d'entre nous rencontrent des difficultés à recruter les personnes appropriées, malgré un certain nombre de postes toujours vacants pour certains profils. Nous avons dû récemment recruter des immigrants venant du Maghreb et des régions orientales de la Russie pour pourvoir un grand nombre de ces emplois et cela se passe bien.

Envoyé par Robert Patterson le 06/01/201X à 15h11

Je suis l'un de ces prétendus jeunes fauteurs de troubles. Je peux vous assurer que bon nombre d'entre nous ont cherché du travail, mais en vain. La réalité, c'est que beaucoup d'emplois disparaissent à l'étranger, et lorsqu'un emploi se libère, on nous ignore car nous n'avons pas les compétences appropriées. Pourquoi même devrions-nous continuer de nous inquiéter? Je pense que vous conviendrez que la situation en Transylvanie est plutôt désespérée.

Envoyé par Kasja Henriksson le 06/01/201X à 12h05

Giorgio, il me paraît nécessaire d'apporter un autre point de vue à ton commentaire. Il semble un peu naïf de ta part d'imputer les problèmes causés par ces jeunes à des facteurs externes tels que les salaires. En tant que membre de la Chambre de commerce, je ne peux que suggérer à ces personnes de se remettre en cause, et de sortir chercher un emploi comme tout le monde!

Envoyé par Romain Gauvin le 06/01/201X à 11h58

Cela montre à quel point certains de nos hommes politiques sont déconnectés. Le mois dernier, ils ont publié des chiffres indiquant un accroissement des incidents impliquant des jeunes traînant dans la rue et provoquant des troubles et des perturbations. Ne voient-ils réellement pas le lien? Comme si une baisse du salaire minimum n'allait pas aggraver encore la situation!

Envoyé par Giorgio Castiglione le 06/01/201X à 08h24

Vous avez entièrement raison. Il y a environ 10 ans, ces mêmes hommes politiques nous ont convaincus que le fait d'intégrer l'UE serait une bonne chose pour notre pays, mais regardez où nous en sommes maintenant: enlisés dans une crise avec le reste de l'Europe. Si l'intégration européenne est réellement une si bonne idée, que l'Europe nous le prouve en obligeant la Commission à mettre fin à cette idée ridicule!

Envoyé par Royce Zandvliet le 05/01/201X à 23h02

C'est incroyable. J'espère qu'il ne pense pas qu'il s'en sortira comme ça; les syndicats adopteront une position ferme! Les gens travaillent déjà bien plus longtemps depuis la décision du gouvernement, il y a quelques années, de mettre fin au système de retraite anticipée. Selon des analyses récentes, près de 20 % de la population active a plus de 50 ans, et maintenant ils veulent diminuer les salaires! Ce manque de respect à l'égard de personnes qui travaillent dur est hallucinant!

Envoyé par Antonin Marek le 05/01/201X à 19h17

**COURRIER ÉLECTRONIQUE**

De: Mircea Polidentescu, Cabinet du Commissaire, DG Emploi
À: Ramon Miscotas, CU Stratégie pour la protection sociale et l'inclusion sociale,
DG Emploi
Cc:
Date: 04/01/201X
Objet: FW: Demande urgente

Ramon,

Comme discuté précédemment, je te fais parvenir le courriel que nous avons reçu de Krystyn Timur, représentante du gouvernement régional de Transylvanie, concernant les difficultés que rencontre l'entreprise Mattyl dans cette région.

En ce qui concerne la pauvreté, je n'ai pas pu réunir tous les chiffres. Cependant, la DG a publié récemment le premier rapport annuel sur l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe. Ce rapport souligne que, outre les personnes qui sont en permanence employées sous contrat temporaire, les personnes âgées, les parents isolés et les ménages à faible intensité de travail sont particulièrement exposés à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Plus de 8 % des personnes ayant un emploi (les «travailleurs pauvres») sont menacées par la pauvreté.

Améliorer l'employabilité des seniors et favoriser leur emploi sont les éléments clés de la stratégie sur le «vieillessement actif», dont l'objet est d'aider à atteindre l'objectif de 75 % de taux d'emploi dans l'UE d'ici à 201X+12. La stratégie offre un cadre aux pays de l'UE permettant de discuter, d'échanger des informations et de coordonner leurs politiques afin d'améliorer l'emploi des seniors. En Pologne, par exemple, le programme «45/50+» et la stratégie «Solidarité entre générations» visent à favoriser l'emploi des travailleurs âgés sur le marché du travail en agissant sur plusieurs volets.

Enfin, en ce qui concerne les mesures FESG, tu devrais trouver toutes les informations sur le site Web de la DG. En bref, le FESG prévoit des mesures d'aide à la réinsertion professionnelle. Il s'agit notamment de mesures financières, telles que l'aide aux demandeurs d'emploi, l'orientation professionnelle, la formation et la reconversion personnalisées et la promotion de l'esprit d'entreprise, ainsi que de mesures offrant une aide individuelle ponctuelle, limitée dans le temps, telles que les allocations de chômage, de mobilité et de participation à des activités d'apprentissage tout au long de la vie et de formation.

J'espère que ces informations te seront utiles.

Cordialement,

Mircea

----- transmis par mircea.polidentescu@commission.europa.eu - 04/01/201X -----

De: Krystyn Timur, Représentante du gouvernement régional de Transylvanie
À: Paul Argutis, Commissaire chargé de l'emploi, DG Emploi
Cc: Mircea Polidentescu, Cabinet du Commissaire, DG Emploi
Date: 03/01/201X
Objet: Demande urgente

Monsieur,

Je me permets de vous adresser ce courriel car la Transylvanie, région importante d'Europe, est durement touchée.

Les entreprises nous abandonnent et le chômage augmente. Pire encore, notre source de fierté nationale, Mattyl S.A., dont le siège est en Transylvanie, est au bord de la faillite. Cette entreprise est l'un des principaux employeurs de la région depuis presque 100 ans. Je ne peux même pas imaginer ce qui adviendra si cette «institution» disparaît. Par conséquent, je sollicite l'intervention de la Commission afin qu'elle fasse tout ce qui est en son pouvoir pour sauver Mattyl, pour assurer l'emploi de plus de 1000 personnes et prévenir ainsi un désastre social supplémentaire en Transylvanie.

Je considère qu'il est de mon devoir de prouver aux nombreuses personnes qui ont voté pour moi en tant que fervente partisane de la construction européenne que l'Europe ne les laissera pas tomber. Cela fait des années que mon pays injecte de l'argent dans des fonds tels que le FESG; Le moment est venu maintenant d'utiliser ces fonds. Puisque nous ne sommes qu'au début de l'année, je suppose que le budget alloué au FESG est en grande partie intact; c'est pourquoi il me paraît inconcevable que la prestation de quelques indemnités de chômage supplémentaires aux personnes qui vont perdre leurs revenus puisse poser problème. Cette mesure doit être prise afin d'éviter, au moins, que des personnes supplémentaires ne tombent dans la pauvreté. En outre, j'aimerais que la Commission fasse pression sur le secteur bancaire pour qu'il octroie davantage de prêts à taux d'intérêt réduit afin d'aider Mattyl à surmonter cette crise et à conserver autant de main d'œuvre que possible.

N'abandonnez pas les habitants de Transylvanie, s'il vous plaît. Ils méritent votre aide tout comme les habitants de toute autre région de l'UE.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération.

Krystyn Timur

Députée européenne de Transylvanie

Publié le: 15.12.201X-1

INFO-RÉGIO

LE JOURNAL DES INFOS RÉGIONALES

Transylvavie: de la belle à la bête?

La région autrefois prospère de Transylvavie est en passe de devenir la principale source d'inquiétude de notre pays. Le taux de chômage est d'environ 18 % depuis plus d'un an, et la part du chômage de longue durée, qui continue d'augmenter, dépasse 45 %.

Cette région, où l'industrie textile est dominante, est durement touchée depuis des années. Alors que certaines entreprises ont déménagé, ou ont au moins déplacé un grand nombre de leurs procédés de production à l'étranger vers des pays à faibles salaires, de nombreux procédés plus spécialisés sont restés. Toutefois, en raison des évolutions rapides dans ce secteur, les qualifications requises sont devenues très spécifiques, et un nombre croissant d'entreprises ont commencé à attirer des experts de l'étranger.

De plus, il semble que les contrats temporaires, prévus au départ pour faire face à une conjoncture difficile, sont devenus la norme plutôt que l'exception, et nombreux sont ceux qui ont abandonné l'idée de trouver un emploi stable. De ce fait, la pauvreté augmente et la région est entraînée dans une spirale descendante.

La seule issue possible semble être de faire appel à l'Europe. N'est-ce-pas avant tout la raison pour laquelle 80 % d'entre nous ont voté pour l'intégration dans l'Europe il y a tant d'années? Ne s'agissait-il pas d'espérer en un futur plus prospère et de bénéficier d'une solidarité entre États membres si nécessaire?



Où au moins de bénéficier de compétences partagées? En France, le revenu de solidarité active, plus ou moins en vigueur depuis la mi 201X-3, constitue à la fois un revenu minimum pour ceux qui ne travaillent pas et un complément de revenu pour ceux qui ont retrouvé un emploi moins rémunéré que les allocations qu'ils recevaient auparavant. Une possibilité pour la Transylvavie, peut-être?

J.D. Jacobs

Info-régio du 15.12.201X-1

© 201X-1 avertissement Copyright